ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 1962

23e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE

Electrices, Electeurs,

Vous avez lu le programme du P.S.U. au verso de cette circulaire... Tout cela est bien, direz-vous, mais pourquoi voter pour le candidat d'un parti qui s'ajoute à tant d'autres ? Les partis appelés « traditionnels » étaient déjà trop nombreux. Leurs députés ont si longtemps encombré les couloirs du Parlement et paralysé les possibilités du Pouvoir réel.

C'est vrai. Pour ma part, je n'ai jamais exercé d'activité politique avant la fin de la IVe République, ni fréquenté aucun parti. Encore faut-il admirer les quelques-uns qui, l'ayant fait, ont su demeurer purs.

Si, depuis lors, j'ai adhéré et milité au Parti Socialiste Unifié, et si je me présente, en son nom, aux suffrages des électeurs dans la circonscription où j'habite, c'est parce que j'ai compris au lendemain du grand écroulement, après le 13 mai 1958, que le temps de ces jeux devait vraiment finir, — que les jours, les années à venir seraient, devraient être comme le prélude, comme la gestation d'un temps nouveau, pour la France, pour son peuple, pour chacun d'entre nous.

Voici en effet que la fin de notre siècle approche déjà, qui fut traversé par deux guerres cruelles, qui est maintenant menacé de cataclysmes à dimension d'Apocalypse. Mais si, dans le même temps, les hommes et ceux qui les gouvernent savent échapper à la folie, d'extraordinaires possibilités se préparent. Les moyens dont l'homme dispose, dont il va disposer de plus en plus, grâce à la science, peuvent ouvrir les perspectives de l'humanité au delà de tous les horizons imaginables.

Mais si la destruction brutale parvient à être évitée, si les plus incroyables progrès dans le développement de la civilisation sont alors prévisibles, — combien sont redoutables les excès qui peuvent aussi être commis, à la dimension de ce monde nouveau : le nivellement des masses laborieuses, ouvriers et paysans, la dépersonnalisation de l'individu dans les grands complexes industriels, l'accroissement des richesses cumulé dans les mêmes groupes privilégiés, — tous les abus des capitalismes du passé portés au degré et à la puissance du siècle de l'atome.

Quelle est donc écrasante, de plus en plus, la responsabilité de ceux qui, de près ou de loin, ont ou reçoivent la charge d'un groupe, d'une communauté, de tout un peuple ! Et comment laisser entre les mains d'un seul, à la volonté d'un seul, ou même peut-être à son seul caprice, le pouvoir ?

Aussi faut-il que chacun de nous, à la fois délègue ce pouvoir et puisse le contrôler.

Que l'on appelle guide, chef, premier ministre ou président celui qui finalement résume en lui, à un moment donné, l'exercice pratique du pouvoir, il n'en est pas moins évident, pour chacun de nous, que ce pouvoir, — certes stable et résolu, — doit tout autant être responsable devant l'ensemble du pays.

Et non pas occasionnellement, quand il le juge bon et qu'il organise son propre plébiscite.

NON. Il faut des institutions qui permettent qu'existe, auprès du pouvoir exécutif et en permanence, le corps constitué des représentants de la nation, des élus du peuple. Mais ceux-ci ne doivent pas être imaginés comme des opposants perpétuels, ou d'éternels redresseurs de tort, ou — pire encore — des arrivistes ambitieux, prêts à toutes les compromissions, tous les aveuglements, toutes les lâchetés, afin de conserver cette place où la seule confiance de leurs concitoyens les a menés.

Bien au contraire, auprès du Pouvoir, les représentants élus de la nation doivent être conçus avant tout comme voulant être les meilleurs auxiliaires de celui-ci, le soutenant dans sa tâche, l'éclairant dans ses desseins, le précédant même parfois dans son propre vouloir, — afin de prévenir ses fautes, redresser ses erreurs, ou même trancher ses hésitations, accentuer ses décisions.

Tel est le pouvoir démocratique, venant du peuple, contrôlé par le peuple, et au service du peuple.

Le Parti Socialiste Unifié, en présentant des candidats aux élections législatives de novembre 1962, après la dissolution de l'Assemblée nationale, conséquence de la motion de censure, après le référendum, n'a voulu se donner pour mission que de tenir sa place, de jouer son rôle parmi les représentants du peuple français auprès du Pouvoir qui régit le pays.

Ce rôle est celui que j'ai défini à l'instant, à savoir : faire que ce pouvoir soit exercé démocratiquement. Et, s'il ne l'est pas, faire tout pour qu'un autre pouvoir, une autre forme de pouvoir réalise enfin la vraie démocratie.

A partir de quoi, et par les voies les plus droites, les plus rigoureuses :

— Instaurer les formes modernes du Socialisme dans toutes les institutions, politiques, économiques, sociales.

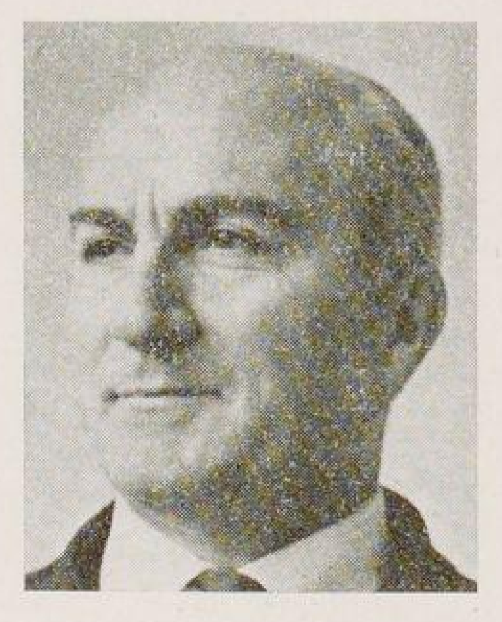
— Convier l'ensemble du pays à se construire tel qu'il faut qu'il soit, pour jouer dans l'Europe, dans le monde, le rôle qui peut, qui doit être le sien. Ce n'est pas la tâche historique d'un homme, c'est celle de tout un peuple.

— Créer, pièce à pièce, une république socialiste qui soit démocratique dans toute sa nature et toutes ses dimensions, qui soit moderne dans toutes ses réalisations et toutes ses perspectives, et qui soit intègre au delà de toutes les facilités, de toutes les équivoques, de toutes les compromissions.

Tel peut, tel devra être le rôle du Parti Socialiste Unifié.

En ce qui me concerne, quelles que soient les difficultés à vaincre, les tâches à accomplir, les responsabilités à prendre, je m'engage, pour moi-même, à suivre la voie ici tracée.

A vous de l'exiger !



Bernard ROUZET

Candidat

Administrateur de presse

Roland ROUSSEAU

Suppléant :

Coupeur-chemisier - Syndicaliste C.F.T.C.

Imp. « La Balance » - Villemomble

Vu : le candidat

Le Parti Socialiste Unifié

VOUS DEMANDE DE VOTER POUR :

Bernard ROUZET

Le P.S.U. est composé d'hommes qui se sont refusés aux jeux stériles de la IVe République, et de jeunes éléments venus des syndicats de toute tendance et d'associations populaires.

Le P.S.U. s'est trouvé au premier rang dans la lutte pour la paix avec l'Algérie par la négociation, contre le pouvoir personnel et la montée du fascisme, et ceci non seulement depuis quelques jours mais depuis sa fondation.

Le P.S.U. est le parti qui se refuse à s'intégrer à la coalition difforme dite « Union Nationale des NON », véritable mariage de la carpe et du Lapin, rappelant les combinaisons du passé et nécessairement voué à l'échec.

Le P.S.U. est le parti qui a proposé au Parti Communiste et à la S.F.I.O. une candidature unique de la gauche pour le premier tour ; mais cette proposition a été refusée : le P.C. déclarant présenter un candidat dans chaque circonscription ; la S.F.I.O. préférant les alliances à droite.

Le P.S.U. est le parti qui continuera ses efforts au second tour pour réaliser une union de la gauche, son objectif fondamental demeure la constitution d'un véritable Front Socialiste reposant sur toutes les organisations de gauche, politiques, syndicales et populaires.

Le P.S.U. est le parti qui propose à ces organisations les éléments de programme suivants :

- **Répartition équitable du revenu national** permettant, non seulement aux travailleurs de s'affranchir du recours épuisant aux heures supplémentaires pour vivre, mais amenant également une augmentation des salaires et une réduction sensible de la durée du travail
- **Construction massive de logements accessibles à des revenus modestes** par la création d'un Service National de l'Habitat
- **Assainissement des circuits de distribution** par la lutte contre les intermédiaires
- **Développement de l'enseignement public** par la restauration de la laïcité et la mise en œuvre d'un véritable plan de démocratisation
- **Planification démocratique** c'est-à-dire participation effective des travailleurs et des usagers à la gestion des affaires (pouvoirs véritables aux Comités d'Entreprises) et aux grandes options économiques nationales (contrôle du Plan, création d'une Chambre économique élue aux pouvoirs véritables
- **Dégagement** de la France d'un bloc comme de l'autre par un neutralisme actif
- **Condamnation des expériences nucléaires** d'où qu'elles viennent et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
- **Développement des liens** avec les partis de gauche et les syndicats des pays de l'Europe afin de construire une Europe des peuples et non une Europe des trusts.

Vu : le candidat